

BUDGET DU QUÉBEC 2015

Services économiques TD



26 mars 2015

BUDGET 2015 DU QUÉBEC : LE GOUVERNEMENT MAINTIENT LE CAP FISCAL

Faits saillants

- Le gouvernement du Québec a déposé son deuxième budget depuis son arrivée au pouvoir en avril 2014. Le budget 2015 constitue le dernier élément de son plan pour le retour à l'équilibre budgétaire. Ayant maintenu le cap depuis son élection, le gouvernement libéral majoritaire commence à voir la lumière au bout du tunnel, sous la forme de prévisions budgétaires équilibrées pour 2015-2016 et les années suivantes.
- L'amélioration de la situation budgétaire repose en grande partie sur la compression des dépenses. Depuis le début de son mandat, le gouvernement a identifié pour 7,2 milliards de dollars de mesures nécessaires et, dans le budget 2015, il s'attaque à la dernière tranche de 1,2 milliard de dollars.
- En s'appuyant sur des hypothèses raisonnables de croissance économique, le gouvernement prévoit que les revenus afficheront une croissance modérée au cours des prochaines années. L'économie québécoise devrait être alimentée par une croissance solide aux États-Unis ainsi que par la faiblesse du huard.
- La mise en œuvre de certaines des recommandations de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise contribue à l'élaboration des perspectives de revenus. Parmi les recommandations présentées dans le budget 2015, on trouve l'abolition graduelle de la contribution santé et la réduction du taux général d'imposition sur le revenu des sociétés.
- Avec le retour des surplus budgétaires annuels, la dette brute devrait culminer à 54,9 % du PIB en 2014-2015, avant de redescendre progressivement sous la barre des 50 % d'ici 2019-2020.

Le budget présenté aujourd'hui renferme peu de surprises. Comme on s'y attendait, le gouvernement du Québec a respecté l'engagement qu'il avait pris dans sa mise à jour économique et financière de

l'automne, c'est-à-dire trouver des économies supplémentaires de 1,2 milliard de dollars. Ce faisant, il prévoit un budget équilibré en 2015-2016, ce qui fera entrer le Québec dans un club réservé à une minorité de provinces canadiennes (graphique 1). C'est la première fois que le budget du Québec est écrit à l'encre noire depuis 2008-2009, mais cela ne sera sûrement pas la dernière, car le gouvernement prévoit d'enregistrer une série de surplus jusqu'en 2019-2020.

La mise en œuvre de changements fondamentaux au régime fiscal québécois qui ont été recommandés par la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise constitue un autre aspect important. Grâce à la transition prochaine vers une fiscalité plus axée sur la croissance, les perspectives de croissance de la province se sont éclaircies. Il s'agit d'une excellente nouvelle compte tenu des taux d'imposition et de la dette publique relativement élevés au Québec comparativement aux autres provinces, mais aussi de la

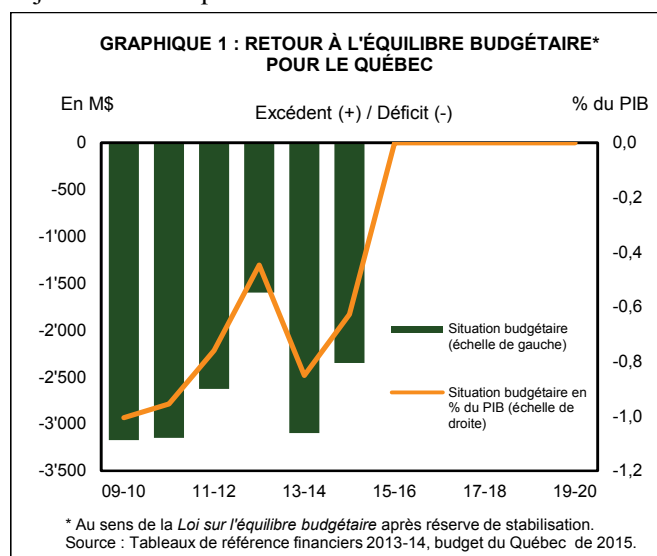


TABLEAU 1 : SITUATION BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
 (En M\$ CA, sauf indication contraire)

Exercice	Budget 2015					
	14-15	15-16	16-17	17-18	18-19	19-20
REVENUS	96'013	100'160	103'291	105'884	108'320	111'082
Variation (%)	3,0	4,3	3,1	2,5	2,3	2,5
Revenus autonomes	77'293	80'716	83'362	85'547	87'646	89'939
Variation (%)	3,5	4,4	3,3	2,6	2,5	2,6
Transferts fédéraux	18'720	19'444	19'929	20'337	20'674	21'143
Variation (%)	0,9	3,9	2,5	2,0	1,7	2,3
DÉPENSES	97'110	98'574	100'655	102'719	104'835	107'236
Variation (%)	2,3	1,5	2,1	2,1	2,1	2,3
Dépenses de programmes	86'777	88'091	89'721	91'590	93'462	95'669
Variation (%)	2,9	1,5	1,9	2,1	2,0	2,4
% du PIB	23,2	22,7	22,3	22,0	21,8	21,5
Service de la dette	10'333	10'483	10'934	11'129	11'373	11'567
Variation (%)	-2,6	1,5	4,3	1,8	2,2	1,7
Total des entités consolidées	1'600	1'919	2'184	2'415	2'530	2'708
Provisions pour éventualités	-	-	-400	-400	-400	-400
ÉQUILIBRE	-1'097	1'586	2'236	2'765	3'085	3'446
% du PIB	-0,3	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	1'253	1'586	2'236	2'765	3'085	3'446
ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE*	-2'350	0	0	0	0	0
% du PIB	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DETTE NETTE	190'402	193'002	194'030	193'067	191'466	189'370
% du PIB	50,7	49,5	48,1	46,3	44,5	42,6
DETTE BRUTE	206'185	210'468	214'089	216'538	218'490	219'750
% du PIB	54,9	54,0	53,1	51,9	50,7	49,4
DÉFICITS CUMULÉS	124'786	123'200	120'964	118'199	115'114	111'668
% du PIB	33,2	31,6	30,0	28,4	26,7	25,1

*Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire après versement des revenus dédiés au Fonds des générations.

Source : Budget du Québec de 2015.

faible croissance économique récente et prévue.

La compression des dépenses correspond aux attentes

Comme le gouvernement du Québec l'avait prévu dans sa mise à jour de l'automne, il estime être parvenu à ramener la croissance des dépenses (+2,3 %) en deçà de celle des revenus (+3 %) en 2014-2015 (tableau 1). Il a également réussi à identifier pour 1,2 milliard de dollars de nouvelles mesures en 2015-2016, en plus des mesures de 6,1 milliards de dollars déjà annoncées. Plus du tiers du total des économies provient des compressions touchant les ministères et les entreprises du gouvernement (tableau 2). Parmi les initiatives, on trouve notamment les suivantes (impact financier entre parenthèses) :

- Réduction de 20 % des taux de crédits d'impôt (270 millions de dollars)
- Révision au financement des services de garde (193 millions de dollars)
- Abolition du taux réduit de la taxe sur une partie du capital des sociétés d'assurance (128 millions de dollars)
- Surtaxe temporaire pour les institutions financières (125

millions de dollars)

- Abolition du taux réduit de la taxe sur les primes d'assurance automobile (116 millions de dollars)
- Réduction du taux de conversion des crédits d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles (112 millions de dollars)

À la lumière du resserrement en cours, la croissance des dépenses devrait progresser d'un maigre 1,5 % en 2015-2016, soit moins de la moitié du taux de croissance prévu des revenus. Les dépenses ne devraient pas progresser beaucoup plus rapidement (+2,1 %) en 2016-2017. De plus, après avoir identifié des économies de 2,3 milliards de dollars dans son rapport préliminaire, la Commission de révision permanente des programmes doit présenter en juin 2015 son rapport final, lequel identifiera davantage d'économies.

Cela dit, les investissements prévus dans le Plan québécois des infrastructures 2015-2025 sont demeurés inchangés, à 88,4 milliards de dollars. Le gouvernement du Québec considère en effet qu'il s'agit d'un puissant moteur de stimulation de l'activité économique et de création d'emplois. Cela équivaut à un niveau annuel d'investissements semblable à celui observé durant la récession de 2008-2009.

**TABLEAU 2 : MESURES POUR RETOURNER
À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE (en M\$)**

		<i>Part des mesures identifiées</i>
Solde budgétaire avant mesures – Budget 2014-15	- 7'274	
Contrôle des dépenses du gouvernement	3'078	
Réduction des dépenses fiscales	348	
Utilisation de la provision pour éventualités	200	
Total des mesures – Budget 2014-2015	3'626	50%
Contrôle des dépenses du gouvernement		
Réduction du coût des services publics	1'125	
Révision des programmes	736	
Réduction des dépenses fiscales	600	
Total des mesures – Mise à jour déc. 2014	2'461	34%
Mesures – Budget des dépenses 2015-2016	1'187	16%
Total des mesures identifiées	7'274	100%
Solde budgétaire – Budget 2015-2016	-	
<small>* Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.</small>		
<small>Source : Budgets du Québec pour 2014 et 2015.</small>		

Pour permettre à court terme la planification de nouvelles priorités, le gouvernement devance les investissements de 1,4 milliard de dollars (à même l'enveloppe globale) pour les quatre prochaines années.

Les revenus augmentent plus rapidement que les dépenses

Par rapport à la mise à jour de l'automne, la prévision relative aux revenus autonomes a été revue à la baisse pour les exercices 2014-2015 à 2016-2017. En effet, la diminution des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers prévues vient plus que contrebalancer la croissance prévue des revenus des taxes à la consommation. En revanche, les transferts fédéraux devraient être un peu plus élevés, ce qui pose néanmoins un risque de taille pour les paiements de péréquation du Québec étant donné qu'une minorité de provinces seulement devraient présenter un budget équilibré.

Les revenus sont estimés à 96 milliards de dollars pour 2014-2015, soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année financière précédente. La tendance devrait s'accélérer en 2015-2016, et les revenus globaux devraient progresser de 4,3 % sous l'effet de l'affermissement de la croissance du PIB nominal (tableau 3). La croissance des revenus autonomes excluant les entreprises du gouvernement devrait progresser de 5,3 % en 2015-2016, et ce, en raison de l'évolution de l'activité économique et des effets des mesures de revenus mises en place. En somme, le gouvernement du Québec prévoit que, après 2015-2016, les revenus afficheront une croissance annuelle de 2,6 % en moyenne jusqu'en 2019-2020, devançant l'augmentation

annuelle prévue des dépenses de 2,2 %.

Le meilleur est à venir!

Les prévisions de revenu reposent sur la mise en œuvre d'un sous-ensemble de recommandations de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise. Le rapport final de la Commission, qui s'apparente à un guide pour l'établissement d'un régime fiscal québécois plus efficace, a été accueilli favorablement par la plupart des économistes. Les modifications proposées au régime fiscal pourraient changer la donne pour l'économie du Québec. En effet, la diminution du fardeau fiscal des particuliers et des entreprises devrait inciter à travailler, à investir et à embaucher davantage. Néanmoins, comme l'un des objectifs des recommandations était la neutralité sur le plan des revenus, leur application ne se fera pas sans peine, car elle entraînera une hausse des taxes à la consommation et une réduction des dépenses fiscales.

Principales recommandations annoncées dans le budget d'aujourd'hui (impact financier cumulatif entre parenthèses) :

- Allègement du fardeau fiscal des particuliers, notamment par l'élimination graduelle de la contribution santé (-2 milliards de dollars)
- Allègement du fardeau fiscal des sociétés, notamment par la réduction du taux général d'imposition sur le revenu des sociétés (-0,5 milliard de dollars)
- Nouvelles initiatives pour stimuler l'investissement privé (-0,4 milliard de dollars)
- Nouvelles initiatives pour les collectivités et la culture (-0,3 milliard de dollars)
- Nouvelles initiatives pour favoriser la performance du

TABLEAU 3 : PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES POUR LE QUÉBEC
[Variation en %, sauf indication contraire]

Année civile	BUDGET 2015		
	2014	2015	2016
PIB réel	1,5	2,0	2,0
PIB nominal	3,5	3,8	3,4
Revenu des ménages	2,7	3,4	3,3
Taux d'emploi (%)	59,7	59,8	59,9
Taux de chômage (%)	7,7	7,5	7,3
Population (en milliers)	8'215	8'282	8'348
Mises en chantier (en milliers)	38,8	36,8	35,7
Bons du Trésor 3 mois (%)	0,9	0,6	0,9
Obligations d'État 10 ans (%)	2,2	1,7	2,6

Source : Budget du Québec de 2015.

marché du travail (-0,2 milliard de dollars)

Ensemble, les mesures ci-dessus devraient procurer un allègement du fardeau fiscal cumulatif de 3,4 milliards de dollars de 2015-2016 à 2019-2020. Or, la plus grande partie de cet allègement se fera sentir vers la fin de la période de référence. Le gouvernement introduira davantage de mesures au cours des prochaines années, comme de nouvelles réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui seront équilibrées par l'augmentation des taxes à la consommation.

Des budgets équilibrés en vue de réduire le fardeau de la dette du Québec

Grâce aux mesures fiscales présentées ci-dessus, la croissance des revenus autonomes devrait être plus ferme qu'autrement. Avec l'application continue des mesures de contrôle des dépenses, qui permettra de maintenir la croissance des dépenses en deçà de celle des revenus sur la période de référence, le gouvernement du Québec prévoit d'atteindre l'équilibre budgétaire chaque année à compter de 2015-2016. Par ailleurs, il atteindra ses objectifs budgétaires tout en maintenant les versements des revenus dédiés au Fonds des générations, conformément à la Loi sur l'équilibre budgétaire.

À la lumière des budgets équilibrés prévus à compter de 2015-2016, le gouvernement s'attend à faire des progrès à l'égard du fardeau de la dette. Ces progrès seront soutenus par la faiblesse prolongée des taux d'intérêt, ce qui limitera la croissance du service de la dette. La tendance à l'endettement accru des dernières années devrait ainsi finir par s'inverser. La dette brute devrait culminer à 54,9 % du PIB en 2015-2016, avant de diminuer graduellement par la suite. Enfin, le gouvernement du Québec prévoit que le ratio de la dette brute au PIB diminuera pour s'établir à 49,4 % d'ici 2019-2020. Il sera donc en bonne voie d'atteindre son objectif de 45 % pour ce ratio d'ici 2025-2026.

En conclusion

Le gouvernement du Québec a tenu sa promesse de présenter un budget équilibré en 2015-2016 et chaque année par la suite. On s'attend donc à ce que le ratio de la dette au PIB commence à diminuer en 2015-2016, ce qui marque le début d'une nouvelle ère pour le Québec.

Au-delà de l'équilibre budgétaire à court terme, le budget 2015 prévoit aussi une réforme majeure du régime fiscal du Québec, réforme qui devrait appuyer la croissance économique et la performance budgétaire à long terme.

Randall Bartlett, CFA, Senior Economist
416-944-5729

Diarra Sourang, PRM, Economic Analyst
416-982-2559

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.